



MARCHE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
MISSIONS DE BUREAU D'ETUDES
STRUCTURE

Construction de 72 logements en accession et en LLI en R+2+attique et sur un niveau de sous-sol
Chemin de l'église
MÉRY-SUR-OISE (95)

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET OFFRES :

04 aout 2025 à 12 h

Le candidat dépose son pli (candidature + offre) obligatoirement par voie électronique sur la plateforme www.marches-securises.fr.

Le candidat constatant une erreur dans son premier envoi (document erroné ou manquant) doit impérativement renvoyer L'ENSEMBLE des documents requis, seul le dernier envoi étant pris en compte, sous réserve du respect des heures et date de réception prévues pour la remise des plis.

La signature des documents n'est pas obligatoire pour la remise des plis

SOMMAIRE

1.	OBJET ET ENTENDU DE LA CONSULTATION	2
1.1.	LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	2
1.2.	MAITRISE D'ŒUVRE EST ASSUREE PAR	2
1.3.	MODE DE PASSATION	2
1.4.	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION.....	2
1.5.	NOMENCLATURE	2
2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	2
2.1.	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES.....	2
2.2.	FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	2
2.3.	OPTIONS	3
2.4.	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	3
2.5.	VARIANTE LIBRE	3
3.	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	3
4.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	3
5.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	3
5.1.	PRESENTATION DES CANDIDATURES	4
5.2.	PRESENTATION DES OFFRES	4
6.	DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES.....	4
7.	QUESTIONS / REPONSES AU DCE.....	5
8.	CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	5
9.	JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
9.1.	CRITERES D'AGREMENT DES CANDIDATURES.....	6
9.2.	CRITERES DE JUGEMENT DE L'OFFRE.....	6
10.	ATTRIBUTION DU MARCHE	6
11.	LOI APPLICABLE.....	7

1. OBJET ET ENTENDU DE LA CONSULTATION

La présente procédure a pour objet la consultation de missions de bureau d'études technique thermique/fluides/acoustique – structure sur l'opération :

Chemin de l'église – MÉRY-SUR-OISE (95)

Construction de 72 logements en accession et en LLI en R+2+attique et sur un niveau de sous-sol

Type de marché : Prestations intellectuelles

1.1. LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le présent marché est passé par :

ARCADE VYV PROMOTION IDF

Dont le siège social est au 59 rue de Provence à Paris (75009)

Immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 904.668.712

Agissant au nom et pour le compte de

ANTIN RESIDENCES

Dont le siège social est au 59 rue de Provence à Paris (75009)

Immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 315 518 803

en vertu d'une convention de gestion.

La SAS ARCADE VYV PROMOTION IDF étant représentée par M. Tony DA SILVA, Directeur de la Promotion, dûment mandaté à l'effet des présentes.

1.2. MAITRISE D'ŒUVRE EST ASSUREE PAR

BRIDOT PARTENAIRES ARCHITECTES

Dont le siège social est au 2 Allée des Sources-92150 Suresnes

Immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 400 491 817

1.3. MODE DE PASSATION

La procédure de passation utilisée est : **procédure formalisée** telle que dans les conditions prévues au Code de la commande publique.

1.4. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Le présent marché est décomposé en 1 lot comme suite :

- Lot n°1 : BET STR

Et ne comporte pas de tranches.

1.5. NOMENCLATURE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71300000-1	Services d'ingénierie

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **190 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2. FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

Conformément au code de la commande publique, les soumissionnaires peuvent se présenter sous forme de groupement d'opérateurs économiques avec un mandataire.

☐ groupement solidaire

☐ groupement conjoint

☐ groupement conjoint avec solidarité du mandataire

En aucun cas un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement.

Afin de garantir le respect des règles relatives à la concurrence, les soumissionnaires ne peuvent se présenter en tant que :

- membre de plusieurs groupements
- mandataire d'un groupement et membre d'un ou de plusieurs autres groupements

Après l'attribution du marché et pour sa bonne exécution, les soumissionnaires sont informés que la forme juridique du groupement sera un groupement conjoint avec solidarité du mandataire.

2.3. OPTIONS

La présente consultation comporte des options :

- Se référer à l'acte d'engagement du lot concerné

2.4. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

La présente consultation comporte des PSE :

- Se référer à l'acte d'engagement du lot concerné

2.5. VARIANTE LIBRE

Le BET peut également sous forme de variantes libres améliorer son offre de service et rendre sa mission plus pertinente. Dans ce cas, les variantes libres sont décrites dans son mémoire technique, en précisant les missions complémentaires à annexer au présent cahier des charges.

3. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard HUIT (8) jours avant la date limite fixée pour le dépôt des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Tous les candidats déclarés et ayant retiré un dossier de consultation seront informés de ces modifications dans de strictes conditions d'égalité.

D'autre part, en cas d'erreurs, d'omissions ou de contradictions constatées par les candidats au cours de l'étude du dossier, ceux-ci devront les faire connaître impérativement au pouvoir adjudicateur avant la date limite de remise des offres. A défaut, les titulaires ne peuvent se prévaloir d'une quelconque forme d'indemnisation ni demander un supplément de prix en cours d'exécution du marché.

4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARCADE VVV PROMOTION IDF met gratuitement à disposition de chaque candidat le dossier de consultation comportant :

- Se référer à la liste des pièces

Le dossier de consultation est accessible sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

marchés-sécurisés.fr

5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents de l'offre et de la candidature doivent être rédigés en langue française.

Les candidats remettront un dossier complet pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières comprenant les pièces ci-dessous listées à l'article 5.1, signées par eux et revêtues du cachet de la société, sachant qu'au cas où les offres seraient présentées par un mandataire, les documents exigés devront être fournis par les différents membres du groupement.

Le candidat remettra l'ensemble des pièces demandées tant au titre de la candidature que de l'offre.

Les candidats peuvent remettre le formulaire DUME (document unique des marchés européens), ou les formulaires de la Direction des Affaires juridiques du Ministère des finances (DC 1, DC 2, etc.).

En cas d'utilisation du DUME, ce dernier devra être rempli selon les informations demandées ci-dessous.

En toutes hypothèses les candidats devront remettre les pièces justificatives listées ci-dessous.

5.1. PRESENTATION DES CANDIDATURES

- Une lettre de candidature datée, signée, par le représentant légal de la société dûment habilité : formulaire **DC1** ; Ou, à défaut, une lettre de candidature établie sur papier libre dûment datée et signée, et précisant :
 - ⇒ Le nom et l'adresse complète
 - ⇒ Les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat
- Toutes informations relatives à l'inscription à un registre professionnel ou à un registre des commerces ou toute information équivalente (SIRET, SIREN, Ville du registre et date d'inscription) ;
- Le chiffre d'affaires global concernant les trois dernières années ;
- La preuve d'une assurance en cours de validité Responsabilité Civile et Décennale, liée et proportionnée aux risques professionnels objets du marché ;
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée attestant que le candidat n'entre pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner à un marché selon le modèle joint en annexe.
- Si le candidat est placé en redressement judiciaire, une copie du ou des derniers jugements prononcés à cet effet.

Les candidats n'ayant pu, au jour fixé pour la date limite de remise des offres, apporter l'ensemble des pièces demandées, verront leur candidature rejetée et leur offre leur être retournée sur demande.

Toutefois, sur décision de la Commission d'appel d'offres, il pourra être accordé aux opérateurs concernés de compléter les pièces absentes ou incomplètes dans un délai identique pour tous.

5.2. PRESENTATION DES OFFRES

Les pièces à remettre dans l'offre, sans modifications, ni suppressions, ni ajouts, datées, sont :

- L'acte(s) d'engagement(s) complété(s) et signé(s),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques (CCT)
- un mémoire technique du candidat, de 4 pages + documents annexes (CV, exemples de documents types, etc....), décrivant la qualité de la méthodologie mise en œuvre pour l'exécution du marché, comportant toutes informations utiles au jugement des offres et notamment les informations suivantes :
 - ⇒ la présentation de l'équipe dédiée comprenant le nombre de personnes dédiées, la répartition des tâches, et pour chaque intervenant, l'identité, le diplôme, les attestations de formation, et l'expérience professionnelle propre, l'ancienneté, le recours à la sous-traitance, la description du matériel et de l'équipement.
 - ⇒ la méthodologie d'intervention propre à garantir l'effectivité de sa mission
 - ⇒ les documents types qu'il propose
 - ⇒ Liste des 3 principales missions effectuées au cours des trois dernières années, assortie des certificats de capacité. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations et précisent si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
 - ⇒ Le candidat transmettra des références de projet ayant eu recours à une structure bois et/ou une construction de type 2D.

6. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

La date limite de remise des offres est fixée en première page du présent document.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb). Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

AVP IDF
L'ATTENTION DE : GREGOIRE BOUCHENEZ
OBJET DE LA CONSULTATION : CONSULTATION BET -STR- CHEMIN DE L'EGLISE – MÉRY-SUR-OISE (95)
59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS

En cas de dépôt, la copie pourra être remise aux heures d'ouverture de l'agence, soit du Lundi au Vendredi (hors jour férié) aux tranches horaires suivantes : [9h – 12h] et [14h – 17h].

7. QUESTIONS / REPONSES AU DCE

Les candidats pourront soumettre leurs questions jusqu'à quatre (4) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Les questions seront soumises via le site Marchés sécurisés.

Tout autre moyen d'échange sera proscrit durant la période de consultation.

Les réponses seront transmises à l'ensemble des candidats par le même moyen au plus tard deux (2) jours ouvrés avant la date de remise des offres.

8. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les plis dématérialisés sont transmis à l'adresse ci-dessous : <https://www.marches-securises.fr>

Les dossiers complets des candidatures et offres définitives des candidats seront transmis et devront impérativement parvenir à destination avant la date limite fixée à l'article précédent.

Le candidat doit s'être identifié sur la plateforme marchés-sécurisés, le candidat accède à la fonction Dépôt de votre réponse. Après avoir suivi les étapes de l'opération de dépôt fournies par la plateforme.

- **Le dossier « CANDIDATURE »** doit contenir les renseignements relatifs à listés à l'article 5.1 du présent document.
- **Le dossier « OFFRE »** doit contenir les renseignements relatifs à l'offre technique et financière listés à l'article 5.2 du présent document. Lorsque le marché est alloti, le candidat doit créer un dossier offre pour chaque lot.

Il est précisé que la durée du téléchargement est fonction du début ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre et peut prendre plusieurs heures. L'heure limite retenue pour la réception de la proposition correspondra au dernier octet reçu.

Les dépôts parvenus après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé. Le candidat doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de difficulté lors de la remise des plis (candidature, offre), le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au **04 92 90 93 27** ou d'utiliser l'aide en ligne du site <https://www.marches-securises.fr>

- **Format** : Pour les documents exigés, les formats autorisés en réponse sont : PDF à l'exclusion des *BPU, DQE et DPGF* qui doivent être retournés aussi en format XLS (Excel 97-2016).

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'Acheteur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Word 97-2016, PowerPoint 97-2016, DWG, JPG, PDF lisible ...).

- **Virus** : Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer :

Il est conseillé de numéroter les fichiers par **ordre logique de présentation** et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03 ...).

9. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

9.1. CRITERES D'AGREMENT DES CANDIDATURES

Les candidatures seront jugées au regard leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les soumissionnaires dont l'expérience ou les capacités professionnelles, techniques ou financières apparaissent insuffisantes verront leur candidature éliminée.

9.2. CRITERES DE JUGEMENT DE L'OFFRE

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse est effectuée sur la base des critères suivants classés par ordre décroissant d'importance.

CRITERE DE JUGEMENT	PONDERATION
Valeur technique de l'Offre – 50 points	
Relations Prestataires/ Maître d'Ouvrage - l'organisation et le suivi administratif – Équipe dédiée à l'exécution du marché	15 points
Méthodologie d'exécution du marché pour chaque phase études et travaux, pour en garantir la bonne exécution	25 points
Exemple de dossier complet toutes thématiques – Documents type	5 points
Références d'opérations	5 points
Valeur Prix de l'Offre – 50 points	
Prix de la prestation	40 points
Prix Options et PSE	10 points

10. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Conformément aux articles L8222-5 et -7 du code du travail, relatifs au contrôle du travail dissimulé, l'attributaire du marché devra préalablement à la signature du marché fournir les documents suivants :

- Un extrait K-bis ou document équivalent datant de moins de 3 mois
- une attestation de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois
- une attestation de régularité fiscale certifiée en cours de validité et délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur
- une liste à jour des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant :
 - nom
 - nationalité
 - date d'embauche
 - type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Si l'entreprise est établie à l'étranger, il fournit tout document équivalent à ceux listés ci-dessus.

Conformément aux articles L. 1262-4-1 et R. 1263-12 du code du travail, relatifs au détachement de salariés étrangers, l'attributaire du marché devra préalablement à la signature du marché fournir les documents suivants :

- une copie de la déclaration préalable de détachement auprès de l'inspection du travail
- une copie du document désignant le représentant national de l'entreprise établie à l'étranger

Pour l'utilisation de cette plateforme, un service d'accompagnement est à sa disposition en ligne.

Le candidat qui sera dans l'incapacité d'apporter ces pièces dans les délais impartis verra son offre rejetée et le marché ne pas lui être attribué.

Le cas échéant, il sera demandé les mêmes éléments au candidat second au classement final.

IMPORTANT

ARCADE VYV PROMOTION IDF utilise une solution sécurisée et gratuite de dématérialisation des documents administratifs « e-Attestation ».

Chaque fournisseur potentiel de **ARCADE VYV PROMOTION IDF** doit s'inscrire sur cette plate-forme, préalablement à tout partenariat commercial. Aussi, nous vous invitons à vous inscrire dès à présent sur la plate-forme prévue à cet effet, et à y déposer vos documents administratifs, ainsi que ceux de vos sous-traitants et cotraitants éventuels, ou à les mettre à jour, en vous rendant à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

N.B: L'accomplissement de cette formalité n'exclut pas la remise des documents exigés selon les prescriptions du présent Règlement de la Consultation.

11. LOI APPLICABLE

En cas de litige ou désaccord, la loi française est seule applicable.

- Conciliation et Médiation

En cas de litige ou désaccord qui pourrait survenir quant à l'interprétation ou l'exécution du marché, ou du lot concerné, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable.

- Contentieux

A défaut d'accord, tout litige ou désaccord qui pourrait survenir quant à l'interprétation ou l'exécution du marché, ou du lot concerné, sera soumis à la seule compétence du Tribunal de Grande Instance de Paris.

LE : 13/05/2025